



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1
49000 Angers

Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire
22 Rue Fernand Léger BP 4134 37041 TOURS CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1
49000 Angers

Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire

22 Rue Fernand Léger BP 4134 37041 TOURS CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « changement de méthode comptables issu du règlement ANC 2022-06 et ANC 2023-03 » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 4 juin 2026

KPMG SA



05/06/2026 08:28

Signé par **Dominique Grignon**

Dominique GRIGNON

Associé

BILAN 2025 FEDERATION ADMR

| Actif | | | Exercice au 31/12/2025 | | | Exercice au 31/12/2024 |
|---|---|---|------------------------|--------------|-------------|------------------------|
| | | | Montant brut | Dépréciation | Montant net | Montant net |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | | Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1) | 13 430 | 13 430 | 0 | 336 |
| | | Autres immobilisation incorporelles en cours | | | | |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | | TOTAL | 13 430 | 13 430 | 0 | 336 |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | 127 505 | | 127 505 | 127 505 |
| | | Constructions | 1 633 228 | 874 375 | 758 854 | 809 064 |
| | | Inst. techniques, mat. out. Industriels | | | | |
| | | Autres immobilisations corporelles | 1 218 776 | 759 861 | 458 916 | 332 004 |
| | | Immobilisations corporelles en cours | 64 393 | | 64 393 | |
| | | Avances et acomptes | | | 0 | 194 150 |
| | | TOTAL | 3 043 903 | 1 634 235 | 1 409 667 | 1 462 723 |
| | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| | Immobilisations financières (2) | Participations et créances rattachées | | | | |
| | | Autres titres immobilisés | 130 128 | | 130 128 | 127 158 |
| | | Prêts | 388 222 | | 388 222 | 284 044 |
| | | Autres immobilisations financières | 600 | | 600 | 600 |
| | | TOTAL | 518 950 | 0 | 518 950 | 411 802 |
| TOTAL I | | 3 576 282 | 1 647 665 | 1 928 618 | 1 874 861 | |
| Créances (3) | Stock et encours | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 526 983 | | 526 983 | 1 183 396 | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | |
| | Autres | 1 171 046 | | 1 171 046 | 1 261 834 | |
| | charges constatées d'avance | 18 173 | | 18 173 | 28 963 | |
| | TOTAL | 1 716 202 | 0 | 1 716 202 | 2 474 192 | |
| | Divers | Valeurs mobilières de placement | 450 000 | 0 | 450 000 | 698 785 |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | | 6 480 595 | | 6 480 595 | 4 939 083 | |
| TOTAL | | 6 930 595 | 0 | 6 930 595 | 5 637 868 | |
| TOTAL II | | 8 646 797 | 0 | 8 646 797 | 8 112 060 | |
| Frais d'émission d'emprunt (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| Ecart de conversion - Actif (V) | | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 12 223 080 | 1 647 665 | 10 575 415 | 9 986 921 | |
| Renvois | (1) Dont droit au bail | | | | | |
| | (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières | | | | | |
| | (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | |

BILAN 2025 FEDERATION ADMR

| Passif | | Exercice 31/12/2025 | Exercice 31/12/2024 |
|--|--|---------------------|---------------------|
| Fonds propres | Sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | 1 829 | 1 829 |
| | Avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | 0 | 0 |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres | 318 483 | 318 483 |
| | Report à nouveau | 1 245 691 | 834 645 |
| | Excédent ou Déficit de l'exercice | -647 | 411 046 |
| | <i>Situation nette</i> | <i>1 565 335</i> | <i>1 566 003</i> |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 653 | 11 284 |
| | Provisions réglementées | 877 520 | 877 520 |
| | TOTAL I | 2 443 528 | 2 454 807 |
| | Autres fonds propres | | |
| | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | TOTAL I bis | 0 | 0 |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 297 951 | 218 652 |
| | TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II | 297 951 | 218 652 |
| Provisions | Provisions pour risques | 65 497 | 72 586 |
| | Provisions pour charges | 146 404 | 134 377 |
| | TOTAL PROVISIONS III | 211 901 | 206 963 |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (2) | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 438 617 | 489 555 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 1 320 775 | 1 352 604 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 5 095 217 | 4 563 462 |
| | Instruments de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | 767 426 | 700 878 |
| | TOTAL IV | 7 622 034 | 7 106 499 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | | 10 575 415 | 9 986 921 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |

COMPTE DE RESULTAT 2025 FEDERATION ADMR

| Compte de résultat | | | Exercice 31/12/2025 | Exercice 31/12/2024 | |
|--|--|--|---------------------|---------------------|---------|
| Produits d'exploitation | Cotisations | | 2 684 | 2 806 | |
| | Ventes de biens et services | | | | |
| | Ventes de biens | | | | |
| | dont ventes de dons en nature | | | | |
| | Ventes de prestations | | 310 726 | 297 266 | |
| | dont parrainages | | | | |
| | Produits de tiers financeurs | | | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | | 933 564 | 936 868 | |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| | Dons manuels | | | | |
| | Mécénats | | | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| | Contributions financières | | | | |
| | Charges d'exploitation | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions | | 10 062 | 85 523 |
| Utilisations des fonds dédiés | | 54 673 | 66 408 | | |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | 5 800 | | | |
| Autres produits | | 4 910 487 | 5 091 306 | | |
| Total des produits d'exploitation I | | 6 227 996 | 6 480 177 | | |
| Marchandises Achats | | | | | |
| Variation de stocks | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | 1 222 544 | 1 326 853 | | |
| Aides financières | | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | 284 410 | 295 257 | | |
| Salaires | | 2 768 002 | 2 594 119 | | |
| Cotisations sociales | | 990 638 | 972 567 | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | | 280 846 | 274 064 | | |
| Dotations aux provisions | | 15 000 | 12 029 | | |
| Produits financiers | | Reports en fonds dédiés | | 133 972 | 218 652 |
| | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | 2 122 | | |
| | Autres charges | | 585 587 | 477 081 | |
| | Total des charges d'exploitation II | | 6 283 121 | 6 170 621 | |
| | Résultat d'exploitation (I-II) | | 55 143 | 309 556 | |
| | De participations | | | | |
| | D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé | | 2 983 | 3 451 | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | 75 574 | 82 455 | |
| | Reprises sur provisions | | 1 215 | 5 736 | |
| | Différences positives de change | | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Total des produits financiers III | | 79 772 | 91 661 | |
| | Charges financières | Dotations financières aux amortissements et provisions | | | |
| | | Intérêts et charges assimilées | | 7 006 | - |
| | | Différences négatives de change | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Total des charges financières IV | | 7 006 | - | | |
| Résultat financier (III-IV) | | 72 766 | 91 661 | | |
| Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | | 12 642 | 401 217 | | |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion | | | | |
| | Sur opérations en capital | | 0 | 26 306 | |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Charges exceptionnelles | Total des produits exceptionnels V | | 0 | 26 306 | |
| | Sur opérations de gestion | | | | |
| | Sur opérations en capital | | 0 | 261 | |
| | Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | | |
| Total des charges exceptionnelles VI | | 0 | 261 | | |
| Résultat exceptionnel (V-VI) | | 0 | 26 045 | | |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | 18289 | 16216 | | |
| Total des produits (I+III+V+IX) | | 6 307 769 | 6 598 144 | | |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) | | 6 308 416 | 6 187 099 | | |
| Excédent ou Déficit (XI - XII) | | -647 | 411 046 | | |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | Contributions volontaires en nature | Bénévolat | | | |
| | | Prestations en nature | | | |
| | | Dons en nature | | | |
| | Charges | Secours en nature | | | |
| | | Mise à disposition de biens et services | | | |
| | | Prestations en nature | | | |
| | | Personnel bénévole | | | |

OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts. La Fédération a pour buts :

(1) De fédérer les associations du département, adhérentes à l'Union nationale et agréées par celle-ci, existantes ou à créer ; (2) de susciter et d'aider la création de nouvelles associations d'aide à domicile ; (3) d'apporter aux associations un soutien technique et d'effectuer des travaux administratifs et comptables pour le compte des associations ; (4) de les représenter ainsi que les membres associés auprès des organismes officiels et des pouvoirs publics du département ; (5) de veiller (par tout moyen statutaire et le cas échéant juridictionnel) au respect, par les associations affiliées au mouvement ADMR, des statuts, du règlement intérieur, des orientations et du projet associatif ainsi que des engagements de conventions de l'Union nationale ; (6) dans le strict respect du projet politique de l'ADMR, de ses modes d'organisation et en particulier du développement de la vie associative locale, de solliciter des autorités administratives et compétentes, les autorisations et agréments nécessaires à l'ouverture des services et établissement médico-sociaux, dont elle délèguera la gestion aux associations locales ; (7) de fournir aux associations gestionnaires des services et établissements médico-sociaux, des services communs d'ordres administratif, comptable et juridique, et assurer leur contrôle budgétaire et financier ; (8) de former et d'informer les bénévoles des associations et de la fédération ; (8) d'assurer ou de faciliter le recrutement et la formation initiale et permanente des personnels d'intervention, pour le compte des associations locales ; (9) de développer par l'intermédiaire des associations locales un climat familial et d'intensifier la solidarité la vie sociale et l'animation dans les communes et les quartiers.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Aider au développement et au soutien des associations locales, en mettant à disposition des associations, des responsables de secteur et des assistants technique qui soutiennent les bénévoles dans leurs fonctions.

Apporter aux associations un soutien technique, un système d'information et effectuer des travaux administratifs, en centralisant les facturations, l'établissement des paies, les comptes de résultats et bilans par du personnel administratif, technique et informatique.

Représenter les associations auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des partenaires sociaux, médico-sociaux et sanitaires par les administrateurs fédéraux et le personnel fédéral d'encadrement

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : Le personnel fédéral est ainsi composé :

- o D'une équipe de direction de 10 salariés
- o D'une équipe administrative de 21 salariés et 1 technicien de maintenance
- o D'une équipe de professionnels mis à disposition des associations locales ADMR

1 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

ANNEXE AU 31 DÉCEMBRE 2025

1.1 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ISSU DU REGLEMENT ANC 2022-06 ET ANC 2023-03

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

ANNEXES

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03 génère les principaux impacts suivants du compte de résultat de l'exercice N : plus de résultat exceptionnel.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2022-06. Du fait de la modification de la présentation des états financiers, ci-dessous les lignes impactées par cette évolution.

| Poste concerné (ancien modèle) | Montant N selon ancien format | Reclassement requis au titre du règlement | Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet) | Montant après reclassement |
|--|-------------------------------------|--|---|-------------------------------|
| Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles (en produits exceptionnels) | 5800 € | Reclassées en produits d'exploitation | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 5800 € |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées (en charges exceptionnelles) | 2122.26 € | Reclassées en charges d'exploitation | Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | 2122.26 € |
| Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en produits exceptionnels) | 10630.78€ | Reclassées en produits d'exploitation | Subventions | 10630.78 € |
| Charges constatées d'avance | 18172.84 € | Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance" | Actif circulant – Créances | 18172.84 € |
| Avances et acomptes sur immobilisations | 64392.80 € | Regroupés avec les immobilisations en cours | Immobilisations en cours | 62392.80 € |

1.2 DOTATION QUALITE

Dans le cadre de la politique d'amélioration continue de la qualité des services rendus aux usagers, la fédération ADMR a bénéficié en 2025 d'un versement de 850 262 euros au titre de la dotation qualité.

Cette enveloppe a permis de soutenir des projets et des investissements à fort impact sur la qualité des prestations et les conditions de travail des salariés. Parmi les actions menées figurent notamment :

- La location d'une flotte de véhicules,

ANNEXES

- L'acquisition de véhicules sans permis et de vélo électriques,
- L'acquisition d'équipements informatiques mobiles pour les intervenants à domicile, afin de faciliter la transmission d'informations et la traçabilité des interventions,
- L'aménagement d'un plateau technique pour former le personnel,
- Le développement de formations ciblées pour l'accompagnement de publics spécifiques.
- La mise en place des équipes solidaires de proximité.

Ces investissements s'inscrivent dans une dynamique globale de professionnalisation, de modernisation des pratiques et de renforcement de l'attractivité des métiers du domicile.

1.3 BAISSÉ ACTIVITÉ

En 2025, l'activité réalisée par les associations était globalement en diminution. Cette augmentation se répercutant sur le résultat des associations, impacte le résultat de la fédération par le biais des contributions fédérales moins favorables.

1.4 FAITS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

La fédération ADMR, détentrice de l'autorisation, est déshabillée et détarifiée pour les activités APA et PCH au 1^{er} janvier 2026 pour le Conseil départemental. L'habilitation à l'aide est quant à elle maintenue. Les conséquences de cette décision est un reste à charge plus important pour les usagers et donc une perte potentielle d'activité pour le réseau.

Le Conseil départemental d'Indre-et-Loire évoque le souhait de modifier le financement de la garde itinérante de nuit, et cela en deux étapes :

- au 1^{er} janvier 2026, en ne poursuivant pas le financement de l'avenant 43 sur les heures non prestées,
- au 1^{er} janvier 2027, en ne financement plus les heures non prestées.

2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux dispositions suivantes :

- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2025 (voir note sur le changement de méthode comptable)
- Dispositions spécifiques aux associations applicables du règlement ANC 2018-06 et du règlement ANC 2019-04

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés dans le respect du principe de prudence et selon les hypothèses de bases suivantes :

Continuité de l'exploitation, Permanence et méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

ANNEXES

3 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1 ACTIF DU BILAN

3.1.1 Immobilisations corporelles et incorporelles : mode d'amortissement et durée

| Natures d'immobilisations | Modes | Durées |
|-------------------------------------|----------|-------------------|
| Constructions bâtiments | Linéaire | De 5 à 30 ans |
| Matériels de transports | Linéaire | De 3 à 5 ans |
| Matériels de bureau et informatique | Linéaire | 3 ans |
| Mobiliers de bureau | Linéaire | De 2 à 10 ans |
| Agencements | Linéaire | De 5 ans à 25 ans |

3.1.2 Immobilisations et Amortissements :

| | Montant au début de l'exercice | | Augmentations | | Diminutions | | Montant en fin d'exercice | |
|--|--------------------------------|-----------|----------------|---------|----------------|---------|---------------------------|-----------|
| | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort |
| Logiciels | 13 430 | 13 094 | | 336 | | | 13 430 | 13 430 |
| Terrains | 127 505 | | | | | | 127 505 | |
| Constructions | 1 069 358 | 399 752 | | 35 484 | | | 1 069 358 | 435 235 |
| Installations, techniques, mat et outillages | 563 870 | 424 413 | | 14 726 | | | 563 870 | 439 139 |
| Matériel de transport | 354 768 | 179 491 | 310 957 | 107 797 | 53 481 | 51 358 | 612 244 | 235 929 |
| Matériel de bureau, informatique et Divers | 654 825 | 498 098 | 48 378 | 122 503 | 96 670 | 96 670 | 606 532 | 523 931 |
| Avances et acomptes | 194 150 | | 64 393 | | 194 150 | | 64 393 | |
| Autres Immobilisations financières | 411 802 | | 107 148 | | 0 | | 518 950 | |
| Total | 3 389 708 | 1 514 847 | 530 875 | 280 846 | 344 301 | 148 028 | 3 576 282 | 1 647 665 |
| Total | | | | | | | 3 576 282 | 1 647 665 |

3.1.3 Associations liées

Les créances sur les associations liées à la fédération sont constatées pour leurs valeurs d'origine. Elles peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque la situation nette est négative.

ANNEXES

3.1.4 Produits à recevoir

| Nature | Montants |
|-------------------------------|----------|
| Fournisseurs Avoir à recevoir | 7 558 |
| Personnel IJ à recevoir | 11 319 |
| Uniformation | 51 180 |
| Divers à recevoir | 11 149 |
| Total | 81 206 |

3.1.5 Créances : l'ensemble des créances est à moins d'un an. Le poste concerne principalement les avances et créances sur les associations fédérées (1 066 K€) et les créances sur les organismes payeurs (356 K€).

3.1.6 Charges constatées d'avance : 18 173 €. Elles ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.2 PASSIF DU BILAN

3.2.1 Détail de la variation des fonds propres

| Nature | Montants |
|---|-----------|
| Situation initiale | 2 454 807 |
| Résultat de la période | -647 |
| Subvention d'investissement nette de l'Amortissement des subventions d'investissement | -10 631 |
| Fonds propres totaux | 2 443 528 |

Les subventions d'investissement perçues au cours de l'exercice s'élèvent à 0 €.

3.2.2 Provision pour risques et charges

Variations des engagements sociaux

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour les indemnités de départ à la retraite est évalué selon la convention collective de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD), selon leur ancienneté acquise au moment de leur départ à retraite, et proratisé selon l'ancienneté acquise au 31/12/N par rapport à l'ancienneté prévue au moment du départ.

Cette évaluation tient compte également :

- D'une probabilité de survie et de présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de la retraite.
- D'un taux de charges patronales de 48.5 %.
- D'un taux d'actualisation de 3.50 % en 2025, et d'un taux de revalorisation des salaires de 1.50 %

La provision pour départ en retraite a diminué de 2 973 € en 2025. Elle s'élève à 131 404 € contre 134 377 € au 31 décembre 2024.

Variations des provisions pour litiges

Les provisions pour litiges constatées au 31 décembre 2025 pour 65 497 € correspondent principalement à des litiges Prud'hommaux. Les montants provisionnés sont évalués sur la base des demandes contentieuses.

La provision pour litige a fait l'objet d'une dotation de 0 € et d'une reprise de 7 089 €.

ANNEXES

3.2.3 Dettes : l'ensemble des dettes est à moins d'un an, à l'exception de la provision IDR due aux associations (851 K€) dont l'échéance est principalement à plus de 5 ans.

Le poste « Autres dettes » concerne principalement le trop perçu des tiers financeurs (53 K€), et diverses dettes auprès des associations fédérées (4 098 K€).

3.2.4 Charges à payer

| Nature | Montants |
|----------------------------------|----------------|
| Factures non parvenues | 75 998 |
| Dettes provisionnées pour CP | 385 634 |
| Dettes provisionnées pour CET | 93 370 |
| Diverses charges à payer | 38 590 |
| Charges à payer aux associations | 88 700 |
| TOTAL | 682 292 |

3.2.5 Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance ont été constatés pour 767 426 €. Ils correspondent à la dotation qualité 2025.

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

| Statuts | Personnel salarié |
|----------|-------------------|
| Cadres | 10 |
| Employés | 67 |
| Total | 77 |

4.2 REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à 0 € ; et versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés à 197 381 € en cumul brut, au cours de l'exercice 2025.

4.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Caution

La fédération s'est portée caution partielle à hauteur de 62.500 €, sur d'un emprunt de 500.000 € remboursable en 20 ans et sans intérêts, réalisé par l'association ADMR Les Maisonnées auprès de la CRAM.